Tribunal du Travail de Liège - Division Liège
Jugement de la Sixième chambre du 15/11/2019

En cause :

Monsieur F

Partie demanderesse,

ayant comme conseil Maître BRUYERE Jean-Philippe, avocat, à 4020 LIEGE 2, Quai des Ardennes, 7

Contre :

La SPRL

Partie défenderesse,

ayant comme conseil Maître DUMONT Chloé, avocat, à 4000 LIEGE, rue Fabry, 13

PROCEDURE

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Vu les pièces du dossier de la procédure, à la clôture des débats, et notamment :

- le jugement prononcé par la chambre de céans le 5 avril 2019 invitant Monsieur l'Auditeur du Travail à déposer au dossier de la procédure son dossier n°LI/934/2012.

Entendu les parties présentes ou représentées en leurs dires et moyens à l'audience du **18 octobre 2019**.

ANTECEDENTS

Par jugement du 5 avril 2019, le Tribunal a rouvert les débats afin que l'Auditorat du travail dépose le dossier relatif à la SPRL

L'Auditorat du travail a déposé ce dossier dans le cadre du dossier RG 14/398682/A ayant un objet parfaitement similaire et fixé à la même audience du Tribunal.

RECEVABILITE

La demande est recevable, le demandeur ayant intérêt et qualité à agir.

FONDEMENT

1. Faits et objet de la demande

Concernant le résumé des faits, le Tribunal renvoie à son jugement du 5 avril 2019.

Sur base des CCT applicables dans la CP 124, Monsieur F réclame 4.905,07 € à titre de dommages et intérêts en compensation du non-paiement de rémunération ainsi que 311,50 € d'arriérés de frais de déplacement, pour la période au cours de laquelle il a été occupé par la SPRL , soit du 6 septembre 2007 au 23 mai 2008.

Le nœud du litige réside dans la détermination de la commission paritaire compétente pour Monsieur F , la SPRL \ considérant que c'est la CP 100 qui s'applique tandis que Monsieur F considère que c'est la CP 124.

2. Rappel des principes

L'article 35 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires prévoit notamment que le Roi détermine les personnes, la branche d'activité ou les entreprises et le cadre territorial qui sont du ressort de chaque commission paritaire.

En vertu de l'AR du 4 novembre 1974, la commission paritaire 100 est « *compétente pour les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement manuel et leurs employeurs, à savoir pour les travailleurs qui ne relèvent pas d'une commission paritaire particulière, ni de la Commission paritaire auxiliaire pour le secteur non-marchand et pour leurs employeurs.* »

En vertu de l'AR du 4 mars 1975, la commission paritaire 124 est, quant à elle « *compétente pour les travailleurs dont l'occupation est de caractère principalement manuel et leurs employeurs, et ce pour :*

- a) *les entreprises qui ont pour objet normal l'exécution de travaux d'édification, de transformation, d'achèvement, d'entretien, de réparation ou de démolition de constructions:*
- *les entreprises et particuliers qui construisent de façon répétée des bâtiments pour leur propre compte ou en vue de la vente de ces bâtiments;*
 - *les entreprises qui ont pour objet normal la location aux entreprises mentionnées ci-avant de matériel;*
 - *les entreprises qui ont pour objet normal le commerce de gros de matériaux de construction neufs ou de récupération, à l'exception des entreprises dont les ouvriers qui, de par la nature spécifique des matériaux vendus, ressortissent sous une autre commission paritaire.*
- (...)
- *les entreprises qui ont pour objet normal le traitement, le stockage, le triage et la transformation de déchets, d'autres résidus et de terre qui en résultent pendant ces travaux, quels que soient les techniques et produits appliqués, à l'exception de la récupération et/ou de la transformation de déchets de produits synthétiques ou autres produits chimiques, ainsi que l'exploitation, le traitement et la récupération industriels de déchets, sous-produits et résidus par des procédés physico-chimiques et/ou chimiques;*
- (...)
- b) *les entreprises dont l'activité est la fabrication ainsi que le placement ou uniquement le placement de tous objets et produits en bois destinés à devenir immeubles par destination.*

Relèvent également de la compétence de la commission paritaire, les entreprises à savoir les personnes physiques ou morales, ou les particuliers, qui normalement n'exercent pas d'activités dans le secteur de la construction, mais qui exécutent occasionnellement des travaux de construction pour leur propre compte avec des ouvriers du bâtiment spécialement engagés à cet effet et en vue de vendre cette construction en tout ou en partie.

La compétence de la commission paritaire se limite à la durée de ces travaux de construction et aux ouvriers précités.

(...) »

La Cour de cassation, dans un arrêt du 9 septembre 1991¹, a décidé que :

« le ressort d'une commission paritaire est, en principe, déterminé par l'activité principale de l'entreprise concernée, sauf si un autre critère est fixé par l'arrêté d'institution, tel que l'activité habituelle ou normale de l'entreprise;

Attendu que l'article 1^{er}, a), de l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la commission paritaire de la construction et fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres dispose que cette commission est compétente pour 'les entreprises qui ont pour objet normal l'exécution de travaux d'édification, de transformation, d'achèvement, d'entretien, de réparation ou de démolition de constructions'; que 'sont rangés parmi les travaux effectués par ces entreprises ou assimilés à de pareils travaux: (...) la pose de clôtures';

Attendu que l'arrêt relève que la défenderesse exerçait 'accessoirement' une activité de 'pose de clôtures'; que l'arrêté royal du 4 mars 1975 ne requiert pas que cette activité soit exercée à titre principal mais qu'elle entre dans 'l'objet normal' de l'entreprise, même si elle ne constitue pas son activité exclusive ou principale;

Que, dès lors, par le seul motif que l'objet normal de l'entreprise de la défenderesse consisterait 'dans l'assemblage, l'usinage et la vente de matériaux en fer', l'arrêt ne justifie pas légalement sa décision que la défenderesse échappe au champ d'application de l'arrêté royal précité; ».

3. En l'espèce

3.1. Arriérés de rémunération

1.

Il résulte de l'enquête réalisée par le Contrôle des lois sociales que la SPRL
réalisait des travaux de rénovation de bâtiments.

Il résulte également de cette enquête qu'elle réalisait en partie ces travaux pour des bâtiments destinés à l'exercice de l'activité d'édition de l'entreprise (rue Dossin 18, au rez-de chaussée, sous-sol, entresol et 1^{er} étage et hall de stockage rue Dossin 10), mais également sur des bâtiments sans lien avec cette activité (reste des bâtiments de la rue Dossin 10, 12 et 18, rue de la Goffe et rue Buisseret notamment).

Cela ressort notamment de l'audition de Madame D , employée administrative entrée en service le 1^{er} octobre 2006. Celle-ci a coché sur la liste des travailleurs, ceux qui, à sa connaissance ont effectué des travaux de rénovation. Le nom de Monsieur F a été coché. Elle précise du reste que les travailleurs affectés aux travaux de rénovation ont été augmentés à partir d'avril 2009, suite aux contrôles.

Cela résulte également des annonces d'offre d'emploi publiées dans les journaux par la SPRL (en 2006, 2007 et 2013), qui confirment qu'elle recherchait

¹ RG 9178, disponible sur www.juridat.be.

régulièrement des ouvriers pour des travaux de rénovation de bâtiment, d'électricité, de menuiserie, de plafonnage, de parachèvement, etc.

Il n'est plus contesté à ce jour que Monsieur F a été exclusivement affecté à ce type de travaux.

2.

Le Tribunal estime qu'au regard des informations dont il dispose, il est établi que la SPRL effectuait normalement des activités relevant du domaine de la construction.

Ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus notamment par référence à la jurisprudence de la Cour de cassation, « normalement » ne signifie pas « principalement ». Il importe donc peu que l'activité principale de la SPRL soit éventuellement celle de l'édition, à partir du moment où il est établi que c'est régulièrement et habituellement qu'elle effectuait également des travaux de rénovation de bâtiments.

Les travaux de rénovation exécutés par la SPRL ne peuvent être considérés comme des travaux occasionnels puisqu'il résulte des éléments du dossier que la SPRL engageait spécifiquement des ouvriers pour ce type de travaux, qu'elle avait plusieurs chantiers en cours et qu'elle occupait de nombreux ouvriers à ces seules activités.

La SPRL relève par conséquent de la CP 124 pour son activité de travaux de rénovation de bâtiments.

3.

Sur base des constatations du Contrôle des lois sociales, l'Auditorat du travail a, dans un cadre transactionnel, proposé à la SPRL de régulariser la moitié des arriérés de traitement des travailleurs affectés à des travaux de rénovation de bâtiment, au motif que sur base d'un rapport d'architecte, la proportion des travaux affectés aux locaux destinés à l'activité d'édition et des travaux sans lien avec celle-ci était de l'ordre de 50/50.

Le Tribunal n'est pas lié par cette appréciation qu'il estime non justifiée.

En effet, si une entreprise peut relever de commissions paritaires différentes si elle exerce deux activités bien distinctes avec du personnel bien distinct, un même ouvrier ne peut en revanche relever de deux commissions paritaires différentes pour des travaux de même nature effectués pour le compte du même employeur.

C'est l'activité de l'entreprise (activité normale pour la CP 124) qui détermine l'appartenance à une commission paritaire et l'application de ses conventions collectives de travail à ses travailleurs. Le lieu où cette activité est exercée ou l'objectif poursuivi par l'entreprise par l'exercice de cette activité est sans pertinence à cet égard.

Du reste, appliquer les principes revendiqués par la SPRL reviendrait à permettre que deux ouvriers d'une même entreprise se voient appliquer des conditions de travail différentes pour la réalisation de tâches similaires selon qu'ils sont affectés à l'un ou l'autre chantier (portant ou non sur des locaux destinés à l'exercice de l'activité dite « principale » d'édition). Cela serait parfaitement contraire au principe de non-discrimination prévu aux articles 10 et 11 de la Constitution.

4.

Au regard de ce qui précède, Monsieur F devait bénéficier pour toute la période du 6 septembre 2007 au 23 mai 2008 d'une rémunération conforme aux conditions de travail de la CP 124.

A l'audience, le conseil de Monsieur F confirme que celui-ci a perçu 50% de cet arriéré de rémunération.

La SPRL sera par conséquent condamnée au paiement de 4.905,07 € à titre de dommages et intérêts en compensation du non-paiement de rémunération, sous déduction des sommes déjà payées à ce titre.

3.2. Frais de déplacement

Monsieur F ne justifie nullement sa demande, que ce soit en fait ou en droit.

Il en sera par conséquent débouté.

PAR CES MOTIFS,

LE TRIBUNAL, statuant contradictoirement,

Dit la demande recevable et fondée dans la mesure ci-après :

Condamne la SPRL à payer à Monsieur F la somme de 4.905,07 € à titre de dommages et intérêts en compensation du non-paiement de rémunération du 6 septembre 2007 au 23 mai 2008, sous déduction de la somme déjà payée à ce titre ;

Condamne la SPRL aux intérêts au taux légal à partir des différentes dates d'exigibilité et jusqu'à complet paiement ;

Déboute Monsieur F du surplus de sa demande ;

Condamne la SPRL aux dépens, liquidés par Monsieur F à l'indemnité de procédure de 990,00 €.

AINSI jugé par la Sixième chambre du Tribunal du Travail de Liège - Division Liège composée de:

BAR Stéphanie,
BORREMANS Catherine,
GILLES Pol,

Juge président la chambre,
Juge social employeur,
Juge social ouvrier,

Le Président et les Juges sociaux,

Et prononcé en langue française à l'audience publique de la même chambre le **15/11/2019** par **BAR Stéphanie**, Juge président la chambre, assistée de **WALLRAF Nadine**, Greffier,

Le Président et le Greffier,